

## DÉCISION N° 2012-PDG-0161

### **Décision générale visant à décider que certaines personnes n'ont pas la qualité d'émetteur assujetti du marché de gré à gré en vertu de l'article 3 du Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains**

Vu le *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*, R.R.Q., c. V-1.1, r. 24.1 (le « Règlement 51-105 ») qui prévoit l'assujettissement de certaines personnes à titre d'émetteurs assujettis du marché de gré à gré;

Vu l'entrée en vigueur du Règlement 51-105 le 31 juillet 2012;

Vu les termes définis au Règlement 51-105 ainsi qu'à la *Loi sur les valeurs mobilières* L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu l'article 3 du Règlement 51-105 qui a pour effet d'assujettir tout émetteur du marché de gré à gré qui remplit une des conditions prévues à cet article;

Vu les objectifs du Règlement 51-105 visant, notamment, à décourager la création et la vente de sociétés coquilles cotées sur les marchés de gré à gré américains utilisées à des fins abusives et frauduleuses ainsi qu'à améliorer l'information fournie par les émetteurs qui ont un rattachement significatif avec le Québec et dont les titres sont cotés sur les marchés de gré à gré américains (les « objectifs »);

Vu la décision n° 2012-PDG-0152 prononcée le 31 juillet 2012 par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») [(2012) Vol. 9, n° 31, B.A.M.F., 142)] à l'effet de dispenser certains émetteurs du marché de gré à gré ainsi que leurs initiés des obligations prévues au Règlement 51-105 et des obligations prévues aux chapitres II et IV du Titre III de la Loi, et ce, pourvu qu'une des conditions énumérées à cette décision soit respectée (la « décision n° 2012-PDG-0152 »);

Vu le pouvoir de l'Autorité, prévu à l'article 272.2 de la Loi, de décider lorsque l'intérêt public le justifie, qu'une personne n'a pas la qualité d'émetteur assujetti;

Vu l'article 276 de la Loi qui prévoit que l'Autorité a notamment pour mission de favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières et d'assurer la protection des épargnants contre les pratiques déloyales, abusives et frauduleuses;

Vu l'opportunité, à cet effet, de décider que les personnes qui se qualifient aux termes de la présente décision n'ont pas la qualité d'émetteur assujetti du marché de gré à gré en vertu de l'article 3 du Règlement 51-105 étant donné que ces personnes ne sont pas visées par les objectifs de ce règlement et, le cas échéant, en raison de l'encadrement réglementaire dont elles font l'objet dans un autre territoire à l'extérieur du Canada;

Vu le premier alinéa de l'article 35.1 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui permet, notamment, à l'Autorité de réviser à tout moment ses décisions sauf dans le cas d'une erreur de droit;

Vu la recommandation du Surintendant des marchés de valeurs qui juge que l'intérêt public justifie de prononcer la présente décision;

En conséquence :

L'Autorité décide, en vertu de l'article 272.2 de la Loi, qu'une personne n'a pas la qualité d'émetteur assujéti du marché de gré à gré en vertu de l'article 3 du Règlement 51-105 si le 31 juillet 2012 ou après cette date, cette personne se trouve dans l'une des situations prévues aux paragraphes a) à e) de la présente décision, et ce, chaque fois qu'une des conditions prévues à l'article 3 du Règlement 51-105 est remplie par celle-ci :

- a) cette personne a émis une catégorie de titres qui sont inscrits à la cote d'un ou de plusieurs des organismes mentionnés à l'annexe A de la présente décision ou cotés sur l'un d'eux;
- b) cette personne n'a aucune catégorie de titres autres que des titres de créance non convertibles inscrits à la cote d'une bourse ou cotés sur un système de cotation et de déclaration d'opérations et effectue le placement de titres de créance non convertibles auprès d'une personne résidant au Québec (un « résident »);
- c) cette personne est un fonds d'investissement tel que défini à la Loi;
- d) les activités promotionnelles qu'exerce cette personne auprès d'un résident :
  - i) visent seulement un « client autorisé » tel que cette expression est définie au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, R.R.Q., c. V-1.1, r. 10 (le « Règlement 31-103 »); et
  - ii) sont effectuées par une personne inscrite au Québec à titre de courtier en placement, de courtier sur le marché dispensé ou de courtier d'exercice restreint, ou par une personne qui se prévaut de la dispense d'inscription à titre de courtier prévue à l'article 8.18 du Règlement 31-103;
- e) les titres placés par cette personne auprès d'un résident, faisant partie de la catégorie des titres qui sont devenus les titres cotés sur le marché de gré à gré de cette personne, n'ont été placés qu'auprès d'un « client autorisé » tel que cette expression est définie au Règlement 31-103; aux fins du présent paragraphe, ces titres incluent également ceux placés auprès d'un résident avant le 31 juillet 2012.

De plus, l'Autorité révoque et remplace la décision n° 2012-PDG-0152 par la présente décision.

Fait le 14 août 2012.



---

Mario Albert  
Président-directeur général

## **ANNEXE A**

### **Liste des organismes visés**

NASDAQ OMX

Borsa Italiana, MTA Tier

London Stock Exchange, à l'exception de AIM

Hong Kong Stock Exchange

Deutsche Börse, à l'exception de First Quotation Board et the Entry Standard tier

Xetra, Prime Standard et General Standard tiers

SIX Swiss Exchange

Bourse de Luxembourg, à l'exception d'Euro MTF

Tokyo Stock Exchange, 1<sup>st</sup> Section and 2<sup>nd</sup> Section

Shanghai Stock Exchange

The Stock Exchange of Thailand, à l'exception de The Market for Alternative Investment (mai)

National Stock Exchange of India

Bombay Stock Exchange

Osaka Stock Exchange

Korea Exchange

Singapore Exchange

UNOFFICIAL TRANSLATION

**DECISION N° 2012-PDG-0161**

**General decision aimed at providing that certain persons do not qualify as over-the-counter (“OTC”) reporting issuers under section 3 of *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets***

Considering *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*, RRQ, c. V-1.1, r. 24.1 (“Regulation 51-105”), which provides for designating certain persons as OTC reporting issuers;

Considering the coming into force of Regulation 51-105 on July 31, 2012;

Considering the terms defined in Regulation 51-105 and in the *Securities Act* R.S.Q. c. V-1.1 (the “Act”);

Considering section 3 of Regulation 51-105, which has the effect of designating every OTC issuer that fulfills one of the conditions set out in that section;

Considering the objectives of Regulation 51-105 seeking in particular to discourage the creation and sale of U.S. OTC quoted shell companies that can be used for abusive and fraudulent purposes, and to improve disclosure by issuers with a significant connection to Quebec whose securities are quoted in the U.S. OTC markets (the “Objectives”);

Considering Decision No. 2012-PDG-0152 rendered on July 31, 2012 by the *Autorité des marchés financiers* (the “Autorité”) [(2012) Vol. 9, No. 31, B.A.M.F., 142)] to exempt certain OTC issuers and their insiders from the obligations set out in Regulation 51-105 and the obligations set out in Chapters II and IV of Title III of the Act, provided that one of the conditions set out in that decision is fulfilled (“Decision No. 2012-PDG-0152”);

Considering the power of the *Autorité*, stipulated in section 272.2 of the Act, to decide, when the public interest so justifies, that a person does not have reporting issuer status;

Considering section 276 of the Act, which provides that the *Autorité*’s mission, in particular, is to promote efficiency in the securities market and protect investors against unfair, improper or fraudulent practices;

Considering the opportunity to decide that the persons who qualify under the terms of this decision do not have the status of OTC reporting issuer under section 3 of Regulation 51-105, given that these persons are not contemplated by the Objectives of this Regulation and, as the case may be, on the basis of the regulatory framework to which they are subject in another territory outside Canada;

Considering the first paragraph of section 35.1 of the *Act respecting the Autorité des marchés financiers*, R.S.Q., c. A-33.2, which, in particular, allows the *Autorité* to review its decisions at any time, except in the event of an error in law;



Considering the recommendation of the Superintendent, Securities Markets, who considers that the public interest justifies rendering this decision;

Therefore:

The Autorité decides, by virtue of section 272.2 of the Act, that a person does not have OTC reporting issuer status by virtue of section 3 of Regulation 51-105 if on July 31, 2012 or after that date, any of the circumstances set out in paragraphs a) to e) of this decision apply to the person, each time that one of the conditions stipulated in section 3 of Regulation 51-105 is met by such person:

- a) The person has issued a class of securities listed by one or more of the bodies listed in Schedule A of this decision or quoted by one of them;
- b) The person has no class of securities other than non-convertible debt securities listed on an exchange or quoted on a quotation and trade reporting system and distributes non-convertible debt securities to a resident of Québec (a "Resident");
- c) The person is an investment fund, as defined in the Act;
- d) The promotional activities directed to a Resident carried on by this person:
  - i) target only a "permitted client", as this term is defined in *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations*, RRQ, c. V-1.1, r. 10 ("Regulation 31-103"), and
  - ii) are carried on by a person registered in Québec as an investment dealer, an exempt market dealer or a restricted dealer, or by a person who benefits from the dealer registration exemption set out in section 8.18 of Regulation 31-103; or
- e) The securities distributed by the person to a Resident, comprising securities of the class that became the person's OTC-quoted securities, have only been distributed to a "permitted client", as this term is defined in Regulation 31-103; for purposes of this paragraph, such securities also include those distributed to a Resident before July 31, 2012.

In addition, the Autorité revokes and replaces Decision No. 2012-PDG-0152 by this decision.

Made on August 14, 2012.

*(s) Mario Albert*

\_\_\_\_\_  
Mario Albert  
President and Chief Executive Officer

## **SCHEDULE A**

### **List of Subject Bodies**

NASDAQ OMX

Borsa Italiana, MTA Tier

London Stock Exchange, except AIM

Hong Kong Stock Exchange

Deutsche Börse, except First Quotation Board and Entry Standard tier

Xetra, Prime Standard and General Standard tiers

SIX Swiss Exchange

Bourse de Luxembourg, except Euro MTF

Tokyo Stock Exchange, 1<sup>st</sup> Section and 2<sup>nd</sup> Section

Shanghai Stock Exchange

The Stock Exchange of Thailand, except The Market for Alternative Investment (mai)

National Stock Exchange of India

Bombay Stock Exchange

Osaka Stock Exchange

Korea Exchange

Singapore Exchange